

58997 ①

25 E

# Cahiers du Bolchévisme

BIMENSUEL

Organe théorique du Parti Communiste Français (S.F.I.C.)

## SOMMAIRE

P. Semard.....	Le travail du 7 <sup>e</sup> Exécutif élargi.....	2395
G. Fontenay.....	Qu'est-ce que la rationalisation ? .....	2405
A. Reymond.....	Les progrès du chômage .....	2412
	Après la session de Genève :	
	Fin d'année internationale .....	2415
G. Péri.....	Les principales perspectives de la révolution chi-	
Boukharine.....	noise .....	2423
Lénine.....	La tactique du prolétariat dans la lutte des classes	2431

TRIBUNE DE DISCUSSION

Prix du numéro : 1 fr. 50

... ADMINISTRATION ...

142, Rue Montmartre (2<sup>e</sup>)

... .. RÉDACTION ... ..

120, Rue Lafayette (10<sup>e</sup>)

PARIS

## Le travail du 7<sup>e</sup> exécutif élargi

□ □ □

Le 7<sup>e</sup> Exécutif élargi de l'I. C. s'est tenu à Moscou du 22 novembre au 16 décembre. A l'ordre du jour figuraient deux questions principales: 1<sup>o</sup> La situation internationale et les tâches de l'I. C.; 2<sup>o</sup> La situation en Russie et la discussion au sein du P. C. de l'U. R. S. S.

Je dois dire immédiatement que cet Exécutif a rompu avec les méthodes d'analyse et de fixation des perspectives employées dans les précédentes assises, les événements ayant démontré qu'elles avaient été trop superficielles et avaient déterminé une certaine indécision au sein des sections de l'I. C.

On ne peut contester la précarité de la stabilisation du capitalisme déjà soulignée dans les Congrès et Exécutifs antérieurs, mais le caractère de cette stabilisation et le degré de consolidation du capitalisme qu'elle détermine dans certains pays, doit être examinés conjointement avec les crises économiques et sociales qui atteignent d'autres pays, pour pouvoir justement apprécier le processus de décadence du capitalisme pris dans son ensemble.

Sur cette base, l'analyse de la situation mondiale a été faite par le 7<sup>e</sup> Exécutif qui a clairement souligné les points névralgiques où le capitalisme est frappé, et fixé en conséquence les tâches de l'I. C. pour précipiter sa chute.

### Examen de la situation mondiale

La crise aiguë du capitalisme déterminée par la guerre qui avait atteint son point culminant au cours des années 1919-21, a beaucoup perdu de son acuité. S'il est impossible et faux de parler d'une consolidation du capitalisme en général, on doit enregistrer un processus de stabilisation dans certains grands Etats qui étaient précédemment touchés par des crises économiques et financières.

Par exemple, la situation « directement révolutionnaire » qui existait dans un grand pays capitaliste comme l'Allemagne a évolué vers une certaine consolidation économique et politique, par contre, l'Angleterre, qui au cours de ces dernières années, a été bouleversée par les crises économiques et les mouvements sociaux, mar-

## Le travail du 7<sup>e</sup> exécutif élargi

□ □ □

Le 7<sup>e</sup> Exécutif élargi de l'I. C. s'est tenu à Moscou du 22 novembre au 16 décembre. A l'ordre du jour figuraient deux questions principales: 1<sup>o</sup> La situation internationale et les tâches de l'I. C.; 2<sup>o</sup> La situation en Russie et la discussion au sein du P. C. de l'U. R. S. S.

Je dois dire immédiatement que cet Exécutif a rompu avec les méthodes d'analyse et de fixation des perspectives employées dans les précédentes assises, les événements ayant démontré qu'elles avaient été trop superficielles et avaient déterminé une certaine indécision au sein des sections de l'I. C.

On ne peut contester la précarité de la stabilisation du capitalisme déjà soulignée dans les Congrès et Exécutifs antérieurs, mais le caractère de cette stabilisation et le degré de consolidation du capitalisme qu'elle détermine dans certains pays, doit être examinés conjointement avec les crises économiques et sociales qui atteignent d'autres pays, pour pouvoir justement apprécier le processus de décadence du capitalisme pris dans son ensemble.

Sur cette base, l'analyse de la situation mondiale a été faite par le 7<sup>e</sup> Exécutif qui a clairement souligné les points névralgiques où le capitalisme est frappé, et fixé en conséquence les tâches de l'I. C. pour précipiter sa chute.

### Examen de la situation mondiale

La crise aiguë du capitalisme déterminée par la guerre qui avait atteint son point culminant au cours des années 1919-21, a beaucoup perdu de son acuité. S'il est impossible et faux de parler d'une consolidation du capitalisme en général, on doit enregistrer un processus de stabilisation dans certains grands Etats qui étaient précédemment touchés par des crises économiques et financières.

Par exemple, la situation « directement révolutionnaire » qui existait dans un grand pays capitaliste comme l'Allemagne a évolué vers une certaine consolidation économique et politique, par contre, l'Angleterre, qui au cours de ces dernières années, a été bouleversée par les crises économiques et les mouvements sociaux, mar-

L'Italie a connu un grand essor industriel qu'elle essaye maintenant de développer en recherchant des débouchés coloniaux. L'Allemagne s'est relevée de sa grave crise économique et financière et connaît une prospérité nouvelle de son économie qui la place de plus en plus au premier rang des puissances impérialistes. L'Angleterre passe à l'arrière-plan en tant que puissance économique et se voit petit à petit ravir sa suprématie mondiale par l'Amérique. Mais la plus importante transformation, c'est le renforcement de la position dominante de l'Amérique dont l'hégémonie économique et financière s'exerce maintenant sur le monde entier, pendant que, parallèlement, se renforce sa puissance politique et militaire.

On comprend alors pourquoi les contradictions entre puissances impérialistes s'atténuent sur un point pour s'exacerber sur un autre (antagonismes anglo-américain et franco-italien). Dans cette situation, la S. D. N. décadente est impuissante à réduire les antagonismes qui dressent périodiquement les puissances impérialistes les unes contre les autres, et les armements se continuent frénétiquement dans tous les Etats capitalistes, rendant le danger de guerre de plus en plus réel.

Les récents groupements ou regroupements entre puissances capitalistes n'écartent nullement les possibilités de conflit armé. Ces accords se révèlent tout à fait précaires en raison des contradictions qui vont en se multipliant. D'autre part, cette situation réagit sur l'économie dans les différents pays et celle-ci demeure très instable et à la merci des crises.

Cette analyse démontre encore le caractère tout à fait précaire de la stabilisation du capitalisme prise dans son ensemble.

#### **La politique de stabilisation du capitalisme par la rationalisation**

Pour sa stabilisation, le capitalisme s'efforce d'accaparer les marchés extérieurs pendant qu'à l'intérieur il cherche à réaliser celle-ci par une plus grande exploitation des masses ouvrières et des classes moyennes.

Dans la plupart des pays, la bourgeoisie s'est débarrassée des chefs social-démocrates qu'elle n'utilise que dans certaines périodes critiques où leur présence au pouvoir peut neutraliser ou endiguer la poussée révolutionnaire. Cet évincement a déterminé une certaine consolidation du pouvoir politique de la grande bourgeoisie qui lui permet d'appliquer des mesures plus radicales contre le prolétariat.

Parmi les mesures de stabilisation, il faut citer la rationalisation qui ne se poursuit pas seulement par l'amélioration de la technique et de l'outillage, mais par la violation des 8 heures, la diminution des salaires, l'introduction du travail à la chaîne ou aux pièces. Dans un autre domaine, la rationalisation s'opère par la concentration industrielle obtenue grâce à la fermeture des petites entreprises, à la constitution de trusts et de cartels commerciaux et industriels. Toutes ces mesures entraînent le chômage et la montée des prix et provoquent une plus grande misère dans le prolétariat.

Le capitalisme a obtenu déjà des résultats indéniables dans la voie de la rationalisation (Amérique, Allemagne), mais sans que ces résultats soient de nature à modifier l'analyse de la situation de stabilisation du capitalisme qui a été faite plus haut.

Nous devons distinguer ici la rationalisation poursuivie par le capitalisme qui s'effectue par un renforcement de l'exploitation du prolétariat et une aggravation de sa misère, et la rationalisation poursuivie en U. R. S. S. qui se fait dans l'intérêt de la classe ouvrière et dans le but d'édifier le socialisme. (Ouverture de nouvelles usines déterminant une augmentation de la main-d'œuvre, modernisation de l'outillage et électrification, réorganisation et intensification de la production pour satisfaire aux besoins du marché et pour poursuivre la baisse des produits industriels.)

#### **La formation d'un super-impérialisme est impossible**

Au moment où la stabilisation se réalisait dans certains pays, où se concluaient des accords politiques entre grandes puissances et se créaient de grands cartels internationaux, la formation d'un super-impérialisme fut envisagée dans les perspectives par des chefs social-démocrates tels que Kautsky et Hilferding, qui voyaient là une réconciliation des intérêts des puissances capitalistes et la conclusion d'accords universels entre Etats qui supprimeraient définitivement les guerres et donneraient un tout autre aspect à la domination capitaliste. On comprend tout de suite pourquoi ces messieurs défendent avec tant de vigueur la S. D. N. où collaborent leurs principaux leaders.

La formation d'un super-impérialisme est impossible en raison de l'inégalité du développement des différents Etats et de l'aggravation de leurs contradictions. Les accords, blocs ou cartels, sont minés dès leur constitution, et la S. D. N. elle-même n'échappe pas à cette désagrégation déterminée par les antagonismes irrés-

ductibles entre puissances impérialistes qui les pousse à développer systématiquement leurs armements pendant que leurs représentants à Genève s'affirment pour la paix et le désarmement.

Aujourd'hui, c'est l'impérialisme allemand qui reprend peu à peu sa place et modifie le rapport des forces impérialistes en Europe et dans le monde. L'Amérique détient l'hégémonie du marché mondial, mais il lui est impossible de dominer la totalité des autres puissances et ces dernières, en raison de leur développement inégal, de leurs divergences d'intérêts et des contradictions ne peuvent pas constituer un bloc pan-européen contre l'Amérique.

Pour ces raisons, l'opinion de Treint, qui prétend que l'antagonisme fondamental du monde est entre l'Europe et l'Amérique et qui conclut à la formation prochaine d'un bloc anglo-européen dressé contre l'Amérique, a été repoussée. Il est évident que l'antagonisme existant entre les puissances capitalistes et l'U. R. S. S. est le plus grand, quand on sait que le seul point d'accord de celles-ci est la lutte pour abattre l'Etat prolétarien. Mais cet antagonisme n'est pas actuellement le plus aigu. Une guerre entre les puissances impérialistes européennes est plus probable et plus proche qu'une guerre entre le bloc de ces puissances et l'Amérique.

Quant aux affirmations des chefs social-démocrates à la Kautsky et Hilferding sur le super-impérialisme « facteur de paix mondiale », leur absurdité évidente est démontrée et soulignée vigoureusement dans la thèse adoptée. Leur politique de soutien des accords et groupements inter-impérialistes, de défense de la S. D. N., d'appui dans la formation de trusts et cartels internationaux et dans la rationalisation capitaliste, démontre une fois de plus leur volonté de collaboration pour la consolidation du capitalisme. Leur théorie du super-impérialisme aboutit en fait à favoriser la lutte des impérialistes contre l'U. R. S. S. qui ne veut pas rentrer à la S. D. N. et qui soutient le peuple chinois et les peuples coloniaux qui se défendent contre la pénétration « pacifique » des impérialistes.

Les chefs social-démocrates, serviteurs fidèles de la bourgeoisie, attaquent l'U. R. S. S. qu'ils accusent d' « entraver la paix », parce qu'elle soutient les peuples opprimés en lutte mais ils se déclarent pour le super-impérialisme, se placent aux côtés des capitalistes à la Société des Nations, et soutiennent ceux-ci dans leurs guerres de rapine (Maroc, Chine), démontrant ainsi qu'ils sont avec les capitalistes contre le mouvement d'indépendance des peuples coloniaux et contre la révolution prolétarienne.

Cette nouvelle démonstration du rôle contre-révolutionnaire joué par les chefs de la social-démocratie internationale au moment où les dangers de guerre se multiplient et quand peut se répéter de leur part la grande trahison de 1914, doit servir aux communistes pour démasquer sans répit ceux-ci devant la classe ouvrière.

#### Les tâches principales des partis communistes

Ayant ainsi examiné la situation mondiale et souligné fortement les points les plus vulnérables de l'édifice capitaliste, le 7<sup>e</sup> Exécutif a indiqué que dans le moment présent, une des tâches principales était le soutien des plus importants foyers du mouvement révolutionnaire international: La révolution nationale chinoise, l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques et la lutte des classes poursuivie par les ouvriers anglais.

Ce soutien comporte l'organisation de la lutte du prolétariat mondial contre les interventions des impérialistes et en particulier contre l'impérialisme anglais, la lutte contre les traités militaires et les conventions secrètes qui sont dirigées contre l'U. R. S. S. et préparent un blocus économique ou une intervention armée, l'alertement des masses ouvrières et paysannes contre les dangers de guerre entre les puissances impérialistes, le soutien du prolétariat anglais dans ses luttes contre son capitalisme, et plus particulièrement l'aide à l'aile gauche des trade-unions (Mouvement minoritaire) dans son action visant à orienter le mouvement syndical vers la lutte des classes.

Pour répondre à l'offensive capitaliste et à ses plans de stabilisation et de rationalisation sur le dos des masses laborieuses, les Partis communistes doivent organiser la défense de la journée de 8 heures et des salaires, et la lutte contre le chômage et ses conséquences. Plus que jamais, le front unique de l'ensemble des travailleurs, sans distinction de nationalités, doit être réalisé et il doit lier les ouvriers à l'usine et les chômeurs. Sa réalisation pour la lutte ou au cours des luttes contre le capitalisme doit toujours permettre de démasquer la politique de collaboration de classe de la social-démocratie et les reniements et trahisons des chefs social-démocrates.

Le 7<sup>e</sup> Exécutif a constaté de grandes faiblesses dans le travail des communistes au sein des syndicats. L'importance considérable de l'activité des communistes dans ces périodes de crises et de chômage chronique a été de nouveau soulignée, et les Partis doivent se mettre systématiquement à la besogne afin de créer dans

tous les pays un mouvement syndical puissant, car c'est cette voie qui permet la conquête des masses ouvrières à l'action révolutionnaire.

Les tâches principales fixées sont :

1° La réorganisation des syndicats sur la base industrielle et la création de grands cartels entre Fédérations d'industrie.

2° L'application concrète du front unique et son organisation, dans les comités de fabriques ou autres.

3° L'organisation méthodique et le développement d'une aile gauche dans les syndicats réformistes.

4° Le soutien du mouvement gauche à tendance unitaire dans l'Internationale d'Amsterdam (Comité anglo-russe ou autre organisation).

5° La lutte pour l'unité syndicale nationale et internationale poursuivie parallèlement avec le renforcement du mouvement syndical révolutionnaire et l'accroissement de l'influence de l'Internationale syndicale rouge.

Enfin, le 7<sup>e</sup> Exécutif a condamné formellement toutes les déviations de droite et d'extrême-gauche qui, en raison du ralentissement de la vague révolutionnaire, ont de plus en plus tendance à se manifester. Il a prononcé l'exclusion définitive de Souvarine pour son attitude contre-révolutionnaire, indiqué que ses amis et alliés n'avaient plus leur place dans l'Internationale communiste et condamné comme organe contre-révolutionnaire « La Révolution prolétarienne » du noyau Monatte-Rosmer. Il a confirmé l'exclusion prononcée par le Parti communiste allemand contre les extrêmes-gauchistes Maslow, Ruth Fischer et Urbahns pour leur politique antiléniniste et leur travail fractionnel.

Après avoir enregistré que le bloc oppositionnel Trotski, Zinoviev, Kaménev a échoué dans sa tentative de constituer une fraction internationale, l'Exécutif a estimé que la lutte idéologique contre les théories antiléunistes de l'opposition devait être poursuivie énergiquement, d'autant plus que celle-ci ne désarme pas et, comme on le verra ci-après, qu'elle a violé les engagements contenus dans sa récente déclaration de soumission, en utilisant la tribune de l'Exécutif pour donner une plate-forme à tous les éléments d'opposition de l'Internationale communiste. L'Exécutif a répondu à l'unanimité à la manœuvre de l'opposition en faisant confiance au Comité du P. C. de l'U. R. S. S. et en condamnant la nouvelle activité fractionnelle du bloc oppositionnel.

### La situation en Russie et la discussion au sein

du P. C. de l'U. R. S. S.

Ce deuxième point à l'ordre du jour du 7<sup>e</sup> Exécutif comprenait en premier lieu un exposé de Staline qui a été publié dans la *Correspondance internationale* et qui paraîtra in-extenso dans un numéro spécial des *Cahiers* consacrés à cet Exécutif. Je ne veux donner dans cet article que les conclusions critiques de l'exposé de Staline dont les points essentiels ont été soutenus par les orateurs des différents pays appelés à la tribune par l'intervention inattendue des leaders de l'opposition.

Le trait caractéristique de l'opposition est la sous-estimation des forces internes de développement économique de l'U. R. S. S. en même temps qu'une sur-estimation du danger koulak et des éléments petits-bourgeois, ce qui détermine chez les leaders de l'opposition l'appréciation antiléuniste *qu'il est impossible de réaliser le socialisme en Russie si le secours de la révolution mondiale n'intervient pas*.

Cette négation des possibilités de réalisation du socialisme dans un seul pays, dont le caractère est nettement opportuniste, a poussé fatalement l'opposition à apprécier faussement la N. E. P. qu'elle présente maintenant seulement sous l'angle d'un recul stratégique et continu, en exagérant à dessein le danger du koulak, en appréciant d'une façon social-démocrate la qualité du pouvoir soviétique (d'après Trotski et Kaménev, l'Etat « serait loin d'être prolétarien »), en affirmant que la dictature du prolétariat et du P. C. de l'U. R. S. S. est en dégénérescence et, tout comme le fait la bourgeoisie, en tenant des propos inadmissibles sur le « thermidor » de l'Etat prolétarien.

Il est indéniable que l'application des propositions faites par les leaders de l'opposition dans les problèmes les plus importants de l'édification du socialisme (politique d'élévation des prix des produits industriels, proposition de retrait des capitaux d'Etat alloués au commerce, proposition de créer de nouveaux et plus lourds impôts sur les paysans) aboutirait à créer une crise profonde dans l'industrie, entraînerait la rupture entre la classe ouvrière et les paysans, renforcerait les éléments de la petite-bourgeoisie et mettrait en péril la dictature prolétarienne, c'est-à-dire le régime soviétique lui-même.

L'opposition, par son idéologie fautive et pessimiste, représente un danger de droite masqué le plus souvent sous des phrases de gauche. Par le caractère de la lutte oppositionnelle qu'elle poursuit

au sein du P. C. de l'U. R. S. S. et qu'elle essaye de réaliser à l'échelle internationale, elle met en péril l'unité du Parti bolchévik et fait planer des menaces de scission dans l'I. C.

La plate-forme politique de ce bloc qui est constitué de fractions qui, hier encore, étaient divisées et se combattaient, est empreinte de déviations social-démocrates, et ce bloc donne objectivement un appui à tous les renégats du communisme et aux ennemis de la dictature du prolétariat.

Ces vérités ont été signifiées au bloc oppositionnel par l'unanimité des délégués au 7<sup>e</sup> Exécutif qui ont sévèrement jugé les procédés employés par les leaders pour porter la discussion devant l'I. C. en dépit de leur déclaration de soumission et des décisions de la 15<sup>e</sup> Conférence du P. C. de l'U. R. S. S.

En conclusion, l'Exécutif a adopté une résolution fixant l'attitude des sections de l'I. C. à l'égard de l'opposition russe et de ses partisans dans l'Internationale, et reprenant la résolution votée à la 15<sup>e</sup> Conférence du Parti russe.

Dans cette résolution, on souligne la nécessité pour les sections de l'I. C. de mener une lutte énergique contre toutes les tentatives de l'opposition et de ses partisans dans les différentes sections et on leur demande de protéger, par tous les moyens, l'unité du Parti léniniste dirigeant le premier Etat prolétarien du monde, actuellement menacé d'encerclement par les puissances impérialistes.

Voilà très résumé le sens des discussions et le caractère des décisions qui ont été prises par le 7<sup>e</sup> Exécutif sur ces deux points importants de l'ordre du jour; dans un prochain article, je traiterai plus en détail la question de l'opposition russe en relation avec l'activité et l'attitude des éléments de droite et d'extrême-gauche en France.

Avant de conclure, je veux souligner encore l'importance de ce 7<sup>e</sup> Exécutif, tant en raison de la participation à la discussion des représentants de toutes les sections de l'I. C., que par les importantes décisions qui y ont été prises sur tous les problèmes qui dominent la situation mondiale.

L'I. C., que nos ennemis et adversaires de classes se plaisent à critiquer et à diminuer se renforce chaque jour davantage, la liaison avec les différentes sections s'améliore et sa direction sera désormais plus forte, grâce à une plus grande participation des représentants des différents pays au travail de son secrétariat International.

Pierre SEMARD.

## Qu'est-ce que la rationalisation ?

□ □ □

La période de *rationalisation* est désormais ouverte en France. Il est utile que chaque communiste conçoive exactement ce qu'est la rationalisation, afin d'accomplir au mieux dans son cercle d'action les tâches que lui assigne la politique générale du Parti dans la période présente.

### La rationalisation européenne

La rationalisation consiste en un ensemble de mesures auxquelles est contraint de recourir l'impérialisme — surtout l'impérialisme européen — pour tenter de surmonter la crise économique d'après-guerre.

L'Exécutif élargi, qui vient de siéger à Moscou, a examiné la situation économique mondiale. Cet examen a montré que si, l'on doit constater un relèvement de la production mondiale (qui approche du niveau d'avant-guerre), un relèvement analogue du commerce mondial, un retour progressif à l'ordre monétaire, par la disparition graduelle du chaos des changes, il n'en reste pas moins, d'autre part, que la « stabilisation » capitaliste est des plus fragiles, et qu'il ne saurait être question (comme le prétendent les théoriciens social-démocrates) d'un renouveau de la prospérité mondiale de l'économie capitaliste.

C'est qu'en effet, si la production et le commerce du globe ont connu une augmentation qui les ramène à leur ancien volume, il s'en faut de beaucoup que cela résulte d'un retour de l'économie de chaque pays capitaliste à son importance propre et à son système de relations d'autrefois.

Tandis que les forces de production croissent rapidement aux Etats-Unis, l'Europe au contraire est loin d'avoir atteint le niveau d'avant-guerre. Et, en Europe même, il y a inégalité de développement évidente entre, par exemple, l'Allemagne ou la France qui croissent économiquement, et l'Angleterre qui rétrograde.

Un indice caractéristique de la crise présente, est que l'appareil de production est très loin de travailler à plein rendement. En regard d'un appareil de production surdéveloppé au cours de la guerre

et de l'après-guerre, on ne trouve qu'une demande de produits restreinte, à cause de l'appauvrissement général des masses consommatrices.

En Europe, règne un chômage chronique et considérable. Le nombre total des chômeurs a augmenté dans toute l'Europe de 60 % par rapport à la période 1924-25. Il est actuellement évalué officiellement à 3.700.000, et le nombre réel dépasse 5.500.000. C'est là le symptôme d'une crise inhérente au capitalisme d'aujourd'hui, et que ne connaissait le capitaliste d'avant-guerre.

Actuellement, existe une véritable crise de surproduction. N. Boukharine, à l'Exécutif élargi, faisait remarquer que lorsqu'on parle aujourd'hui de surproduction il ne s'agit pas d'un excédent de produits fabriqués par rapport aux véritables *besoins* des masses, mais une *surproduction relative*, par rapport à ce qu'on appelle la *demande effective*, c'est-à-dire la demande ayant pour base, non les besoins, mais la *capacité d'achat des masses*.

De là le caractère spécifique de la crise de surproduction actuelle. Les crises d'avant-guerre, crises « normales » et qui se reproduisaient périodiquement de 10 en 10 années environ, provenaient de ce que la production à un moment donné dépassait la consommation, *bien que celle-ci ne cessât de s'accroître*. « Le principe moteur de ces crises était le développement des forces de production. » La production et la consommation croissaient simultanément, mais la consommation retardait périodiquement sur la production.

Aujourd'hui, il en va tout autrement. C'est la misère des masses tout autant que le développement hypertrophique de l'appareil de production qui crée la crise de surproduction.

Or, comme l'indique Boukharine, la bourgeoisie capitaliste qui dirige son économie du point de vue du profit, et nullement du point de vue de la satisfaction du besoin des masses, ne peut, par son essence même, transformer une partie de ses bénéfices en salaires pour la classe ouvrière dans le but de renforcer son marché intérieur. Elle s'efforce, au contraire, en réduisant les salaires des masses prolétariennes, de lutter pour la possession des marchés extérieurs.

C'est le besoin de maintenir ses profits malgré le manque de débouchés, de conquérir les marchés extérieurs, de lutter pour cela contre la concurrence de l'économie hautement développée des États-Unis, qui pousse le capitalisme européen à *rationaliser*.

Le but de la rationalisation c'est, en fin de compte, de *réduire le coût de production* des marchandises. Mais ce but, simple à définir, exige, en pratique, toute une série de mesures : dans le domaine de l'organisation industrielle ; au point de vue monétaire parfois ; dans le domaine technique ; dans celui de la propagande bourgeoise, etc...

### La rationalisation en Allemagne

Avant d'examiner la situation en France, il est utile de jeter un coup d'œil sur l'Allemagne, que l'on considère comme le pays classique de la rationalisation européenne.

On y remarque d'abord la tendance à la *baisse des salaires*. Si l'on tient compte du chômage chronique, on peut dire (1) que le revenu réel de l'ouvrier allemand se monte fin 1925-26 à 70 % du revenu d'avant-guerre. La hausse du prix des principales marchandises en raison de la constitution des cartels n'est pas une des moindres causes de l'abaissement du pouvoir d'achat des salaires.

Il convient en second lieu de noter les *attaques contre les huit heures*. Les syndicats allemands ayant demandé que les huit heures fussent garanties par l'État, les capitalistes s'y opposèrent en déclarant :

...Cette exigence touche la base industrielle de l'économie allemande.

Baisse des salaires, lutte contre les huit heures, ce sont là procédés courants pour réduire le coût de production. Mais il est bon de noter que la bourgeoisie y recourt *en même temps* qu'aux autres mesures de rationalisation (cela, les réformistes le dissimulent).

-Quelles sont ces mesures ?

1° *La concentration des entreprises industrielles*, et la réunion en trusts des grandes entreprises qui subsistent. Il est inutile d'indiquer ici l'énorme supériorité de ces trusts sur les entreprises dispersées, tant au point de vue de la *capacité* de production, que du *coût réduit* de production. La création des trusts a essentiellement pour but *l'abaissement des prix de revient*, et non plus comme les simples « cartels » la réglementation des prix de vente.

Les trusts doivent permettre de soutenir la concurrence de l'étranger, et de s'adapter à la diminution de la capacité d'achat du pays.

Le trust ferme les petites entreprises onéreuses, répartit le travail entre les entreprises utiles. Voici quelques exemples (2) :

Dans l'industrie charbonnière, on a en Allemagne fermé les mines où les filons sont les moins riches. On a mécanisé l'extraction, électrifié les chantiers. En particulier dans le bassin de la Ruhr, l'extraction mécanique ne donnait en 1913 que 5 % de la production ; elle atteint aujourd'hui 50 %. L'extraction journalière par ouvrier, qui était en 1913 de 945 kgs atteignait en 1925, 1031 kgs, et en juin 1926, 1081 kgs.

(1) Boukharine, à l'Exécutif élargi.

(2) Ils sont empruntés à l'article de Z. Leder, *Internationale communiste*, N° 4.



Dans l'industrie de la fonte et de l'acier, fusionnent deux grandes sociétés (*Vereinigte Stahlwerke* et *Bergische Stahlindustrie*) et aussitôt, on « rationalise » : une des usines (à Duisbourg) cesse la fonte, tandis qu'une autre des usines du groupe accroît en revanche son activité. Dans la tôlerie : l'usine de Duisbourg de la société anonyme « *Rheinstahl* » (production 1.000 t. par mois) cesse la fabrication de la tôle, qui est transférée en partie à l'usine *Thyssen* de Mulheim (production 5 à 6.000 tonnes) en partie à l'usine *Thyssen* de Bruckhausen, et en partie à l'usine *von Ziepen* (production mensuelle 8.000 tonnes).

Pour ce qui est des industries mécaniques, le rapporteur au dernier Congrès de l'Union des usines de construction mécanique allemandes estime, par exemple, qu'au lieu de 90 à 100 usines produisant des tours, 9 à 10 bien organisées suffiraient, et qu'il faut fermer impitoyablement les usines superflues.

Dans l'industrie de la potasse, la concentration a amené la fermeture de 155 chantiers sur 224, le nombre des ouvriers est ainsi passé de 23 à 11 mille, mais la production n'a pas baissé.

Il ne s'agit pas ici de dresser un tableau même succinct de la floraison prodigieuse des trusts en Allemagne ; nous voulons seulement par quelques exemples montrer l'intérêt de cette concentration pour le capitalisme, à qui elle permet d'abaisser considérablement les prix de revient.

2° *La fordisation du processus de la production.* Dans les entreprises trustées, on s'efforce d'introduire les méthodes de production en vigueur à la société Ford et dans nombre d'entreprises américaines. Simplification et réduction du nombre de types des produits ; division extrême du travail ; organisation des ateliers en vue d'éviter tout déplacement inutile, toute perte de temps ; extension de l'emploi des machines ; travail à la chaîne, qui asservit l'ouvrier au rythme de la machine, etc... tout cela en vue de la production en masse.

Cette *fordisation* de la production accroît le rendement individuel et l'exploitation de l'ouvrier ; diminue le nombre d'ouvriers nécessaires à un volume donné de la production (d'où chômage) ; restreint au point de vue numérique « l'aristocratie ouvrière » (chez Ford, la plupart des emplois ne demandent qu'un ou deux jours d'apprentissage) (1). Au rendement accru de l'ouvrier ne correspond nullement une augmentation proportionnelle de salaires. Cela, même en Amérique. Mais en Allemagne, le capitalisme ne peut même pas faire les quelques « concessions » permises à l'impérialisme ascendant des Etats-Unis. Les industriels allemands voient dans le travail à la chaîne un moyen de contraindre l'ouvrier

(1) H. Ford : *Ma vie et mon œuvre.*

à un travail plus intensif, mais ils ne peuvent ni ne veulent pratiquer une politique de hauts-salaires. En Allemagne la *fordisation* s'accompagne de la lutte contre les salaires, contre les huit heures (1).

La rationalisation trouve dans les chefs réformistes allemands des auxiliaires actifs. A un memorandum des organisations patronales, la C. G. T. allemande (A. D. G. B.) répondait (2) :

*D'accord* avec le memorandum de la centrale patronale pan-allemande, nous considérons la rationalisation, c'est-à-dire l'application de tous les moyens techniques et d'organisation pour l'intensification du rendement du travail et pour l'utilisation rationnelle des outils et des matières comme l'une des plus importantes prémisses de la prospérité générale... La contribution des ouvriers à l'organisation de la production dans chaque entreprise donnée doit prendre la forme d'une collaboration permanente entre l'administration et le comité d'usine.

Et ailleurs :

...Nous estimons désirable... une collaboration de toutes les couches sociales, en vue de vaincre la crise actuelle et de développer les forces productives de l'économie allemande...

En résumé, voici d'après l'auteur cité plus haut, le raisonnement que tient l'A. D. G. B. :

Une crise a éclaté, ses causes résident dans le retard technique de l'industrie allemande et dans l'absence d'une gestion rationnelle et de débouchés suffisants. Or, les débouchés ne peuvent être élargis qu'avec l'augmentation de la consommation, ce qui suppose une production moins chère et des salaires plus élevés. C'est la situation que nous observons en Amérique. Là-bas la journée de travail est plus courte, mais les salaires sont trois à dix fois plus élevés qu'en Allemagne. Là-bas, chaque ouvrier a son automobile et les capitalistes ont l'intelligence de payer des salaires plus forts « pour améliorer et garder le marché intérieur ». Il s'ensuit que nous devons introduire chez nous ce système de rationalisation même au prix du licenciement de millions d'ouvriers. Car l'économie allemande pourra alors monter rapidement à un niveau américain ; elle rentrera en possession de son ancienne aptitude à la concurrence ; tous les ouvriers auront leur pain assuré. Ils toucheront de hauts salaires comme en Amérique et pourront acheter des automobiles. Il faut faire comprendre à l'employeur allemand qu'il ne doit plus s'obstiner « contrairement au bon sens » à réduire les salaires. Il faut qu'au fur et à mesure de la rationalisation il paye des salaires plus forts.

Telle est la position de l'A. D. G. B.

Ces quelques notes sur la rationalisation allemande vont nous aider à comprendre le caractère de la crise actuelle, en France.

(1) Voir l'article de Rosa Michel, dans le N° 61 des *Cahiers*.

(2) Reproduit par Enderlé, N°s 63, 64 de *l'Internationale syndicale rouge*.

**Au seuil d'une période nouvelle de l'économie  
et de la lutte des classes en France**

En France, c'est bien une période nouvelle qui commence. On a maintes fois indiqué les grandes lignes de la situation économique de l'après-guerre et des années d'inflation. On a dit l'énorme développement de l'appareil de production français à travers la guerre, son adaptation à « l'économie de paix », les possibilités d'essor de la métallurgie grâce à ses ressources nouvelles en minerai de fer et en charbon. On a montré comment, en drainant les sommes disponibles chez les particuliers (ouvriers, paysans, classe moyenne) par le système des emprunts à long ou à court terme pour payer ses fournisseurs de guerre, reconstruire les usines des régions dévastées, — l'Etat a opéré un vaste transfert de richesses, dépouillant les masses populaires en général au profit du capital français.

Mais en même temps que se développait l'appareil productif, la crise financière allait s'aggravant. Dettes extérieures, dette intérieure (dette flottante particulièrement gênante), inflation (17 milliards 1/2 sous le seul Bloc des gauches), mirent la Trésorerie de l'Etat bourgeois en fâcheuse posture.

La crise financière déroula ses conséquences en deux directions : tandis qu'elle permettait un essor des industries françaises, elle pesait brutalement sur les masses laborieuses.

Du côté des capitalistes : développement des exportations grâce à la dépréciation du franc, naissance même d'industries « factices », sans base économique sérieuse et ne durant que par le *dumping* du change, salaires faibles et (la vie étant en France moins chère qu'ailleurs) payés en monnaie dépréciée, — diminution de la valeur-or des dettes privées de l'industrie, etc...

Du côté des masses laborieuses : vie chère, salaires insuffisants, épargnes anéanties, — dévalorisation des revenus fixes, des traitements, — alourdissement des impôts, etc...

D'où une lutte active du prolétariat pour le réajustement des salaires ; et d'une façon générale *une lutte des masses laborieuses pour l'amélioration de leurs conditions de vie se traduisant sur le plan politique par l'exigence non seulement de réformes de détail, mais de mesures frappant « la richesse acquise », et susceptibles de résoudre la crise aux frais du grand capital. ... ..*

La volonté de lutte des ouvriers, et le mécontentement des classes moyennes, s'exprimèrent de deux façons principales.

Par le *Bloc des Gauches*, qui stérilisa la poussée des masses en l'empêchant de s'exercer autrement qu'au travers des institutions démocratiques ;

Par le *Bloc ouvrier-paysan*, dirigé par le P. C., qui s'efforça d'orienter la poussée des masses dans le sens efficace, en organisant la lutte directe et collective contre l'Etat bourgeois. (Front unique pour les huit heures, l'échelle mobile, pour un prélèvement réel sur le capital, etc...).

Il est clair que le régime d'instabilité monétaire ne peut, dans n'importe quel pays capitaliste durer longtemps sans inconvénients des plus graves pour le capital lui-même.

Tant que fut au pouvoir le Cartel des gauches, il ne pouvait être question de stabiliser. Le Cartel, lié par ses promesses aux masses qu'il trahissait, était incapable de pratiquer la politique très brutale qu'exige le redressement financier. Seul pouvait la mener à bien un « gouvernement fort ».

Le Bloc des gauches n'a pu que préparer, par ses trahisons et ses défaites, l'avènement de l'« union nationale ».

Le gouvernement Poincaré, jouissant de l'appui des forces capitalistes, a pris les premières mesures, dans l'ordre monétaire et financier. On sait leurs répercussions sur la classe ouvrière. Mais le « redressement » financier n'est qu'une étape, une partie, de l'« assainissement » économique général.

Le capitalisme français veut vivre et prospérer sans cette espèce d'excitant que constituait la dévalorisation progressive du franc : il lui faut *rationaliser*.

Ainsi, on passe en ce moment de la période d'inflation à la période de stabilisation ; — de l'époque de la production abondante et désordonnée (grâce au dumping du change) à l'époque de la rationalisation (avec une monnaie stable).

Et nous sommes du même coup au seuil d'une phase nouvelle de la lutte des classes, à laquelle il nous faut adapter notre tactique.

F. FONTENAY

(A suivre.)



## Les progrès du chômage

□ □ □

La crise de production que tout faisait prévoir dès le début de la politique du ministère Poincaré et la revalorisation systématique de la monnaie est devenue évidente à la fin du mois de novembre 1926.

Commencée dans la fièvre de l'inflation l'année 1926 se termine dans le chômage, frappant déjà de nombreuses branches d'industrie et menaçant de se prolonger et de s'élargir.

Le ralentissement de l'industrie n'apparaît pas partout sous le même aspect. Il faut distinguer trois causes différentes de difficultés dans la marche des entreprises.

Il y a d'abord la hausse des prix intérieurs au niveau des prix mondiaux. C'est la fin de la prime à l'exportation. Les commandes du dehors se raréfient. C'est l'industrie d'exportation qui souffre.

D'autre part la déflation fiduciaire (la circulation des billets est passée de 58 milliards à moins de 53 depuis juillet 1926) déroule ses conséquences.

L'argent circule moins, il recommence à se placer. Les salaires diminuent par rapport aux prix de la vie. Chacun comprime ses achats, rogne sur ses dépenses. C'est cela que désignait particulièrement le ministre Joseph Caillaux sous le nom de « Grande pénitence » lors du plaidoyer qu'il fit à la Chambre pour le plan des experts. Cette pénitence, la voici venue. Elle atteint la masse des industries de consommation courante et en partie les industries de luxe.

Enfin autre facteur du chômage : le manque de crédits. L'augmentation du taux de l'escompte, puis la consolidation partielle de la dette flottante, enfin la hausse constante des prix intérieurs ont entraîné l'argent rare et l'argent cher et ce n'est qu'un début. Outre le bâtiment durement frappé, c'est une foule de petites entreprises plus ou moins mal établies, à budget incertain qui vont sombrer sous le poids des hypothèques et des créances inremboursables. Cela entraînera, par la disparition des usines les moins bien outillées, la rationalisation et la concentration de l'industrie nationale au profit des grosses entreprises, sociétés anonymes, syndicats de grands producteurs, cartels, trusts et comités vers une monopolisation de plus en plus intégrale de la production industrielle en France.

### A travers les industries et les régions industrielles

Parmi les branches les plus atteintes signalons d'abord l'industrie automobile. *L'Aube sociale* signale 100 débauchages à l'usine Citroën à Clichy, depuis réembauche avec diminution de salaire et la semaine de travail est réduite à quarante-quatre heures.

Chez *Chenard et Walker*, 2.000 ouvriers travaillaient 80 heures par semaine. Sans transition la semaine est ramenée à 37 heures 1/2.

*L'Exploité*, hebdomadaire communiste de l'Aisne, Ardennes et Meuse, annonce les mêmes faits chez *Panhard-Levassor*, à Reims en y ajoutant le remplacement de la main-d'œuvre féminine travaillant à meilleur marché.

Chez *Donnet Zedel*, 100 travailleurs débauchés et semaine de 40 heures.

Une autre branche d'industrie a subi un chômage des plus graves. C'est l'industrie des cuirs et peaux ouvrés et particulièrement la *chaussure*.

Citons trois des principaux centres : d'abord à Paris dans les usines du 19<sup>e</sup> arrondissement toutes les grandes usines Monteux, Drossoir, Raoul, sont frappées. On y travaille cinq jours sur sept et il y a eu des débauchages nombreux.

Un autre centre est frappé: Nancy où la chaussure, industrie principale, emploie surtout la main-d'œuvre jeune et de la main-d'œuvre féminine. *La Lorraine ouvrière et paysanne*, organe communiste signale que les travailleurs de cette corporation ne travaillent plus que trois jours par semaine.

Signalons enfin comme dernier centre important de cette industrie la ville et la banlieue de Limoges où *le Travailleur du Centre Ouest*, hebdomadaire du Parti y signale 1.300 chômeurs complets et 500 chômeurs partiels au minimum avec une diminution générale des salaires.

### Le textile est également atteint

*Le Proletaire normand* signale le chômage très dur frappant toutes les usines de la région d'Elbeuf et de Gisors.

*L'Enchaîné du Nord*, depuis le 13 décembre, publie chaque jour de nouveaux cas de chômage dans le Nord et le Pas-de-Calais.

Les usines de Roubaix-Tourcoing, travaillent au ralenti. Même situation dans le textile de Croix, Warquehal et Couchy où des usines entières ont dû fermer leurs portes.

Le 19 décembre, Lille, Fives et Villers sont à leur tour lésées par le chômage. Et le 23 décembre, le chômage sévit dans Halluin-la-Rouge.

*La Lorraine ouvrière et paysanne*, déjà cité note un chômage intense dans la vallée de la Meurthe (textile de Baccarat, Raon-l'Étape) et celle de la Moselle (blanchisserie de Taon, Chatel, Epinal, etc.).

Enfin *la Dépêche de l'Aube* publie in extenso le rapport des syndicats unitaires de la C. G. T. U. qui signale la fermeture des usines travaillant sur le métier circulaire et Scott.

Enfin notons d'après les statistiques officielles du Ministère du travail, le chômage dans la Loire (Roanne, Saint-Etienne) et en Alsace (Mulhouse, Altkirch et Sélestat).

### Les industries de consommation et les industries de luxe

Elles sont particulièrement frappées.

Parmi les plus atteintes signalons seulement à Paris :

- a) La couture parisienne, 25 % de chômeurs;
- b) La chapellerie, 35 %;
- c) La haute mode, 25 %;
- d) La bijouterie, joaillerie et la bronzerie.

Ces corporations occupent un nombre considérable de travailleurs et travailleuses à domicile, de façonniers, d'artisans. Ceux-ci et tout le petit et moyen commerce qui écoulent leurs produits se trouvent ainsi happés par la crise économique.

Mais la « Grande Pénitence » sévit sur toute la France et elle frappe à la fois par le manque de commandes et le resserrement des achats qui en résulte, les industries de l'alimentation (chocolaterie, conserves, etc.) et le commerce.

Les grands magasins n'ont embauché aucun extra pendant la période de suractivité habituelle des fêtes de fin d'année. Ils procédèrent fatalement à des débauchages après cette période lors du ralentissement des affaires en février 1917.

Le bâtiment et les industries qui s'y rattachent subissent particulièrement les effets du chômage.

Quand le bâtiment ne va plus, rien ne va plus. C'est à Auxerre et dans l'Yonne, les usines du bois et de l'ameublement qui chôment.

Le bâtiment de Lyon étant touché, c'est l'arrêt des tuileries de la Vaucluse.

Et la Bretagne ouvrière déjà durement éprouvée par le chômage de 4.000 travailleurs de la chaussure à Fougère, subit en outre un chômage qui dépasse tellement en intensité le chômage saisonnier habituel à la corporation de la bâtisse que sont atteints par contre-coup, les carriers du Hinglé et de Cachaix et les ardoisiers d'Angers et de Trelazé sur la Loire.

#### Perspectives de misère et devoir de résistance

La crise qui vient de commencer s'annonce longue et pénible. Aucun pays d'Europe n'est désormais épargné par le chômage et aucune issue à cette situation n'apparaît dans les cadres du régime capitaliste dans sa période de stabilisation chancelante et précaire.

S'il semble probable que les travailleurs des mines de houille échappent au chômage, le Cartel de l'acier tout en maintenant dans des limites étroites la gêne de la grosse métallurgie française, aboutira cependant à une diminution de la production totale de fonte, à une certaine compression de la main-d'œuvre sous une forme ou sous une autre (débauchage ou réduction des heures), et il n'est pas impossible que les mineurs de fer eux-mêmes se ressentent du marasme général de l'industrie.

Quoi qu'il en soit, le ralentissement général des échanges atteindra finalement les industries du transport et déjà les dockers des grands ports ont pris contact avec la réduction des besoins de main-d'œuvre.

C'est dans la lutte la plus active autour des mots d'ordre immédiats de la C. G. T. U. et du Parti communiste que les travailleurs trouveront les seuls chances d'échapper aux conditions désastreuses de la crise du capitalisme en France. Cette lutte, menée par l'union fraternelle des forces ouvrières devra s'élargir jusqu'à la guerre de classe la plus acharnée contre le gouvernement d'Union nationale et les capitalistes fauteurs de la crise.

24 décembre 1926.

André REYMOND

## Après la session de Genève

### Fin d'année internationale

□ □ □

Il n'est pas trop tard, trois semaines après la fin de la session du Conseil de la S. D. N., pour indiquer la courbe générale des négociations, et pour en dégager la signification et la portée.

Trois ou quatre fois, à l'occasion des réunions de la Ligue ou de son organe exécutif, les représentants des grandes puissances se rencontrent sur les bords du Lac. Leurs entrevues se sont substituées à celles des Conseils Suprêmes qui de 1919 à 1924 donnèrent au monde un spectacle si déconcertant de stérilité et d'impuissance.

Comme autrefois les réunions du grand Conseil de la S. D. N. expriment assez exactement les *moments* de la vie européenne ; elles reflètent avec assez de fidélité le rapport des forces capitalistes sur le Vieux Continent.

Rappelons, pour mémoire, l'histoire de ces dix-huit derniers mois. En 1925, la politique de domination continentale du Comité des Forges a subi dans la Ruhr un cuisant échec. La France a été vaincue par la finance anglo-saxonne. Elle a dû substituer à la formule des réparations chère aux négociateurs de Versailles, une formule nouvelle : celle du général Dawes et du banquier Mac Kenna. Sur le terrain de la politique internationale cet échec se traduit par la mise en bière du Protocole de Genève, dernière tentative de la France pour établir sa domination sur le continent sous la forme démocratique pacifiste et par le triomphe de la diplomatie britannique.

Les négociations de Locarno tout entières inspirées par le capitalisme d'Outre-Manche correspondent à la volonté de l'Empire de sortir d'une crise, de s'assurer la maîtrise du marché européen, qui s'exprime déjà par la diminution de la production du charbon, de la fonte, du fer, en s'assurant la maîtrise du marché européen au détriment de la France ; elle correspond en outre au désir qu'on éprouve à Londres de sceller avec la participation du Reich, la communauté européenne contre la révolte asiatique et contre le bolchévisme dont l'influence grandit tant chez les esclaves d'Extrême-Orient que parmi les travailleurs de la métropole.

Les *Traités du 15 octobre 1925* représentaient à cet égard un incomparable succès de la politique anglaise. Deux mois après leur signature, ils recevaient un commencement d'application. Lors de l'affaire de Mossoul toutes les puissances européennes faisaient bloc derrière la diplomatie anglaise et l'aidaient à dépouiller la République d'Angora.

\*  
\*\*

Septembre 1926. — Le décor a changé sur la scène du théâtre genevois. L'Angleterre qui s'y présente a subi le rudé assaut d'un prolétariat qui, onze jours durant a déposé ses outils. Les ouvriers des mines sont toujours en grève repoussant les essais de médiation et les tentatives d'arbitrage. Les conséquences de la grève commencent à se faire douloureusement sentir. Les économistes de l'Empire, comme M. Layton, les chroniqueurs des *Financial News* parlent d'une catastrophe nationale. Les chiffres du *Board of Trade* remplissent d'inquiétude les plus robustes optimistes.

Dans les possessions lointaines de l'Empire, la situation est plus tragique encore. Le zagloulisme est sorti vainqueur des élections égyptiennes. Lord Redding retour des Indes n'a pas dissimulé que l'effervescence y était grande. Au Canada, dans l'Union Sud-Africaine, les capitaux américains détrônent les capitaux britanniques, le vieux loyalisme du *Commonwealth* n'est plus qu'un souvenir. En Chine les armées contre-révolutionnaires ont mordu la poussière. Ou Pei Fou, l'agent britannique a disparu de la circulation ; le gouverneur de Changhaï essuie défaites sur défaites, le commerce de l'Empire ressent les effets redoutables du boycott chinois. Toutes les forces agissantes de l'immense pays chinois se groupent autour du gouvernement de Canton.

En Europe enfin, face à cet immense empire qui décline, l'Allemagne bourgeoise forte de l'aide financière des Etats-Unis, forte de l'appui politique de la Grande Bretagne est en pleine ascension. Sa production s'est accrue à la faveur de la grève anglaise ; sa dépendance à l'égard de la finance internationale s'est sensiblement atténuée. L'Empire de Cecil Rhodes décline tandis que renaît de ses cendres celui de Bismark. A peine entrée dans la Société des Nations, l'Allemagne y formule habilement ses revendications politiques essentielles. Les représentants de l'industrie lourde allemande et française concluent, sans le concours de la Grande Bretagne, le Cartel du fer : mieux, sur la base matérielle solide du Cartel du fer, Stresemann et Briand préparent à Thoiry un projet d'entente directe franco-allemande.

Ainsi un nouveau système s'élabore. A la maîtrise britannique sur le Continent, à l'arbitrage souverain de la Grande Bretagne, se substitue le rapprochement direct des industriels de France et d'Allemagne, l'accord direct des diplomates de Berlin et de Paris.

De ce rapprochement économique, de cette entente politique, la Grande Bretagne est exclue. Sa position déjà si gravement atteinte dans la Métropole et en Extrême-Orient, semble irrémédiablement compromise sur le Continent européen.

\*  
\*\*

Il n'est pas douteux que depuis le mois de septembre un léger changement s'est produit dans le rapport des forces.

Certes tous les éléments de la crise britannique subsistent ; certains d'entre eux se sont développés. La victoire cantonnaise s'est renforcée et après la Conférence impériale presque plus rien ne subsiste des liens qui unissaient naguère l'Angleterre et ses Dominions.

Mais ce qui caractérise à nos yeux la phase actuelle de la politique mondiale, c'est l'effort gigantesque que, pour surmonter sa crise, l'impérialisme anglais tente simultanément sur trois fronts : dans la Métropole, en Extrême-Orient, en Europe.

Les conséquences du lock-out charbonnier se feront longtemps encore sentir sur la vie de l'Empire, longtemps elles constitueront cette « tache dans les annales anglaises » dont parlait Stanley Baldwin dans son discours au Guildhall. N'est-ce pas M. Runciman, qui parlant à Liverpool, estimait à 270 millions de livres (35 milliards de francs) les pertes subies par la nation. D'autres estimations sont plus sombres encore. Notez que les exportations de coton durant les deuxième et troisième trimestres de l'exercice en cours ont diminué de 22.400.000 livres, les constructeurs de navires ont perdu 9.300.000 livres, et si vous estimez à 100 millions de livres le ralentissement subi pendant la même période par le commerce extérieur, vous ne serez pas au-dessus de la vérité.

Du moins le patronat britannique et le Parti qui le représente au pouvoir prétendent-ils ne point avoir supporté en vain ces lourds sacrifices. Ils entendent briser le mouvement ouvrier et son solide bastion, la Fédération minière. A cette heure même, les conservateurs mettent en chantier une législation répressive contre les trade-unions. Il s'agit avant tout pour eux d'opposer un obstacle légal à une nouvelle grève générale, ou plus exactement, de restreindre le droit de grève. Il est question depuis plusieurs semaines de rendre l'arbitrage obligatoire avec, pendant la période d'arbitrage, le travail obligatoire. Au surplus avant une grève les trade-unions seraient obligés d'en soumettre le projet à un référendum secret. Un autre *Bill* rendra obligatoire l'enregistrement de toutes les organisations ouvrières, un autre interdira la cotisation politique.

Dans quelle mesure cette attaque du Parti conservateur sera-t-elle couronnée de succès ? Il est difficile de le dire. Mais un fait est indéniable, c'est qu'en dépit de la trahison des chefs réfor-

mistes des trade-unions, les ouvriers anglais gardent intact leur esprit de classe ; il n'est pas indifférent de signaler à ce propos les défaites que viennent de subir, à toutes les consultations électorales, les candidats de la bourgeoisie. Cent quarante-six nouveaux sièges ont été gagnés par le *Labour Party* lors des élections municipales. Ces jours-ci encore, à Stethwick, le candidat travailliste battait de 4.000 voix ses deux concurrents réunis. En face du *Labour Party*, le libéralisme hésitant dans ses doctrines, tiraillé entre ses chefs, semble définitivement écrasé.

\*  
\*\*

Tandis que le Parti tory est si sévèrement jugé par les électeurs d'Angleterre, il doit, en Extrême-Orient, procéder à une manœuvre complexe dont les résultats sont pour lui bien incertains.

Le prestige britannique a été rudement atteint par les victoires cantonaises. La presse jingoe n'a pas caché son impatience. Il y a trois semaines elle réclamait une intervention militaire. Elle a dû depuis baisser le ton. Il est apparu aux hommes de Downing Street qu'il était impossible de mâter par la force la révolution chinoise. En outre le commerce britannique est à peu près ruiné dans la vallée du Yang Tsé et les cotonniers anglais désirent la fin rapide des hostilités. Le 1<sup>er</sup> novembre dernier la Chambre de commerce de Manchester recommandait au gouvernement de Londres d'entrer en relation avec le Cabinet de Canton. Enfin, une démonstration militaire britannique en Chine n'aurait pas manqué de provoquer une riposte du gouvernement des Etats-Unis qui se refuse à laisser une puissance européenne se créer à la faveur d'une intervention une prépondérance économique dans le pays chinois.

Il y a dix jours, le chargé d'affaires britannique à Pékin remettait au corps diplomatique une note dont on peut résumer ainsi le contenu :

1° Le gouvernement anglais est disposé à laisser la Chine libre désormais de fixer son tarif douanier.

2° Le Foreign Office est prêt à négocier avec tous les pouvoirs régionaux qui viendraient à surgir dans la République céleste. Tout spécialement il reconnaîtrait le gouvernement de Canton.

Telles quelles, ces propositions sont évidemment inacceptables par le gouvernement cantonais. La révolution chinoise lutte pour l'indépendance totale du pays, pour l'abolition des traités inégaux, pour la liberté douanière.

Les propositions britanniques aboutiraient à créer une dislocation de la Chine et à favoriser par la suite de redoutables intrusions. Elles se heurtent à l'opposition certaine du gouvernement révolutionnaire.

\*  
\*\*

» Ainsi, tant dans la Métropole qu'en Extrême-Orient, les tentatives de rétablissement de l'impérialisme britannique n'ont obtenu jusqu'ici que des résultats médiocres ou problématiques. Sur le front européen pourtant l'effort de l'Angleterre semble avoir été couronné de plus de succès.

Ici la politique anglaise était remarquablement servie par deux circonstances : l'échec du projet d'accord de Thoiry, la querelle franco-allemande à propos du contrôle des armements.

Le programme de Thoiry impliquait, on s'en souvient, l'octroi d'avantages politiques au Reich, en échange d'une aide financière allemande à la France en l'espèce la mobilisation des actions ferroviaires allemandes. Une telle opération était étroitement subordonnée à la volonté du capitalisme américain lequel devait d'abord donner son autorisation dans la Commission des transferts puis accorder l'appui total du marché américain.

Les démarches qui ont été tentées à Washington pour obtenir ce double consentement sont demeurées sans effet. Aux solliciteurs français qui maugréaient contre l'accord Mellon et s'apprétaient à supprimer son ambassade au négociateur Béranger, les capitalistes yankees ont répondu imperturbablement : « ratifiez d'abord ». Dès lors le mécanisme thoirysque était en panne.

Or la faillite du Thoirysme représentait aux yeux de la Grande Bretagne la faillite d'une tentative de rapprochement franco-allemand réalisé en dehors d'elle, ou peut-être contre elle.

La polémique genevoise sur le désarmement allemand survenait à propos pour permettre au Cabinet de Londres d'exercer à nouveau ses talents d'arbitre. Indiquons les termes du débat : les obligations allemandes en matière de désarmement doivent être exécutés sous la surveillance de la Mission de contrôle interalliée. Celle-ci, par conséquent, doit fonctionner tant que le Reich n'a pas exécuté ses obligations. Après quoi le contrôle doit être exercé par des Commissions d'investigation de la S. D. N. Aux yeux de la France, le Reich qui se présentait à Genève n'avait pas satisfait à diverses obligations : sur les instigations de l'Angleterre, deux seulement des manquements allemands furent retenus, l'un avait trait aux fortifications allemandes à la frontière orientale, l'autre se rapportait à l'exportation allemande du matériel de guerre : il intéressait au premier chef les industriels d'Angleterre. On sait qu'à deux reprises la Conférence des Ambassadeurs réunie pendant la session de Genève avait constaté ces manquements. En dépit de ces constatations les négociateurs de Genève se sont arrêtés à un accord qu'on peut résumer en deux mots : le Contrôle militaire interallié sera supprimé à dater du 31 janvier ; d'ici là le Reich aura formulé à la C. D. A. de nouvelles propositions concernant le règlement des deux points litigieux ; au cas où de telles propositions

n'auraient pas été formulées, les commissions d'investigations de la S. D. N. qui doivent remplacer la mission militaire interalliée entrèrent néanmoins en fonction et se saisirent du litige.

Remarquez bien que le contrôle n'a jamais constitué une garantie si faible soit-elle de sécurité. Entre les mains de la France il était un atout diplomatique, le vestige de sa puissance au temps de Versailles et rien de plus.

L'arbitrage souverain du Foreign Office s'est ici puissamment exercé. Pour regagner la direction du concert européen et le contrôle éventuel de l'Entente franco-allemande, la Grande Bretagne a contraint la France à se dessaisir de l'atout diplomatique que représentait le contrôle.

L'intervention anglaise a obtenu d'autre part la modification du système des investigations prévues par la S. D. N., celles-ci seront intermittentes et pratiquement inopérantes.

Ces deux interventions ont rappelé à la France — qui, à Thoiry, semblait l'avoir oublié — l'existence d'un arbitre majeur : l'Angleterre locarnienne. Elles ont restitué au Foreign Office son ascendant sur un moment compromis sur l'Allemagne ; elles l'ont à nouveau consacré tuteur de la Wilhelmstrasse.

Soucieuse de guider les premiers pas de l'impérialisme allemand la Grande Bretagne a exigé du reste que cessent les exportations allemandes de guerre qui causent une si redoutable concurrence aux industriels britanniques.

Telles furent dans les grandes lignes les décisions genevoises. Du point de vue allemand elles représentent sans contredit un succès de la politique de l'industrie lourde que défend si habilement le docteur Stresemann. En cette fin d'année des changements considérables se sont produits dans l'économie allemande. Les crédits à court terme s'y transforment en crédits à long terme et l'Allemagne s'émancipe ainsi partiellement de la tutelle financière étrangère. Cette évolution après l'assainissement sur la base de la rationalisation impose au Reich une politique impérialiste. L'Allemagne ne peut pas vendre ses marchandises. Le marché intérieur n'a conquis que 65 % de sa capacité d'achat de 1913, le marché extérieur ne présente qu'une capacité d'absorption limitée (50 % des exportations allemandes). Il resterait donc à l'intérieur du pays un tiers de la production que l'Allemagne ne pourrait vendre. Pour payer les intérêts de ses dettes il faut que l'Allemagne exporte. Ce besoin joint à l'extraordinaire concentration de l'industrie aux améliorations techniques, à l'importance prise par la production et le commerce allemands expliquent la réapparition sur la scène mondiale d'un impérialisme allemand qui trouvera dans l'arsenal de Genève les armes les plus solides.

Il reste qu'une contradiction subsiste momentanément entre ce développement économique et la position du Reich dans la politique européenne.

C'est à atténuer cette contradiction que les représentants de l'Allemagne viennent de travailler à Genève non sans succès.

\*

\*\*

Un autre facteur a dominé à notre avis la dernière session de la S. D. N. C'est l'antagonisme franco-italien : en septembre dernier les deux impérialismes s'étaient violemment opposés à propos du problème de Tanger : c'est à propos des Balkans qu'aujourd'hui ils s'affrontent et c'est la Yougoslavie qui leur tient lieu de champ de bataille. A la veille de la session, Mussolini joua à Belgrade par l'impérialisme français, s'est assuré le protectorat de l'Albanie. A peine signé — et signé au su du Foreign Office — le Traité italo-albanais a provoqué dans le pays yougoslave une poussée de nationalisme entretenue savamment par les agents de la France.

La querelle austro-serbe d'avant 1914 était en fait la querelle des Habsbourg et des Romanov. Le conflit italo-yougoslave de 1926 dresse l'une contre l'autre l'Angleterre et la France. La première poursuit son vieil objectif politique. Elle entend, avec le concours italien, détruire la Petite Entente, vestige de la puissance française sur le Continent. La seconde a fourni à la Yougoslavie son armée, elle a pénétré ce pays de capitaux : elle ne peut pas se laisser priver de ses vassaux.

Ne nous attardons point pour aujourd'hui à l'analyse de ce grave conflit. Aussi bien deux événements se préparent qui nous donneront l'occasion de procéder dans un prochain *Cahier* à un examen plus attentif de la situation en Europe Centrale : nous voulons parler de la prochaine réunion de la Petite Entente et de la signature du Traité italo-allemand. Les termes de cette dernière convention ont été fixés à Genève. Ils ont momentanément cette signification précise : l'impérialisme allemand et le fascisme italien dont les revendications coloniales semblaient contradictoires, se préparent à conjuguer leurs efforts. La portée d'un tel événement peut être considérable.

L'Assemblée de Genève de septembre 1925 avait consacré la prédominance anglaise sur le Continent.

L'Assemblée de 1926 suivie de la réunion de Thoiry avait coïncidé avec la grande crise de l'Empire britannique.

La dernière session du Conseil de la S. D. N. correspond de toute évidence à la tentative désespérée de l'impérialisme britannique de regagner ses positions perdues.

Elle enregistre un nouveau progrès de l'impérialisme allemand renaissant.

Elle se déroule sous le signe de l'antagonisme exacerbé des impérialismes français et italien.

Il manque une touche à notre tableau. Les augures de Genève ne se sont pas contentés d'ouvrir les écluses au militarisme allemand. Il ne leur a point suffi de se livrer la bataille diplomatique la plus sauvage. Ce n'est point assez que deux d'entre eux se soient ligüés pour les rapines coloniales à venir : d'un commun accord tous ont décidé de ne point fixer de date pour la réunion préparatoire de la Conférence du désarmement. Et l'on peut dire que ce fut le seul problème à propos duquel l'unanimité ait été sincère parmi les membres de l'établissement Genevois.

Gabriel PÉRI



## Les principales perspectives de la révolution chinoise

□ □ □

Nous avons déjà souligné l'importance historique formidable de la lutte révolutionnaire du peuple chinois contre l'impérialisme étranger. En son temps, Lenine a attiré l'attention de l'I. C. sur le rôle gigantesque dévolu aux peuples d'Orient qui s'éveillent dans la libération du monde du joug impérialiste. Ses prévisions se sont entièrement justifiées. L'Internationale communiste doit mettre en relief les questions de la révolution chinoise, non seulement par suite de son importance considérable, mais aussi parce que le parti du prolétariat de Chine, le Parti communiste chinois, est une des sections de notre Association internationale. Il faut noter, en général, qu'une des tâches qui se posent devant l'I. C. est de faire connaître le mouvement chinois aux larges masses de l'Europe Occidentale et d'étudier les conditions économiques et politiques originales des pays d'Orient. Sans cette étude, il est impossible de fixer une politique juste dans une situation aussi compliquée, où des rapports économiques et politiques tout à fait particuliers à l'intérieur du pays se combinent avec un enchevêtrement immense d'influences en parties contradictoires des différents groupes impérialistes avec tout leur jeu diplomatique et militaire. Avant tout, il faut examiner quelques chiffres essentiels qui permettront de comprendre la structure économique de la Chine.

Les données dont nous disposons nous montrent un essor incontestable des éléments capitalistes dans ce pays. Commençons par les charbonnages. Dans le *China Year Book*, pour 1926, on cite le tableau suivant :

### *Extraction de la houille en Chine*

1913....	14.000.000 de tonnes	1919....	19.387.000 de tonnes
1914....	15.000.000 —	1920....	20.381.000 —
1915....	15.440.000 —	1921....	19.872.000 —
1916....	15.584.000 —	1922....	19.954.000 —
1917....	17.205.000 —	1923....	22.681.000 —
1918....	18.033.000 —	1924....	23.711.000 —

Ces données montrent, en somme, un développement sensible de l'industrie minière. Il n'est pas sans intérêt de savoir que les mines de Ceylan, qui appartiennent à une compagnie anglo-chinoise, mais se trouvent en réalité entre les mains du capital anglais, donnent à elles seules 22 o/o de l'extraction totale. Les mines de Fou-Choun, qui appartiennent à une compagnie japonaise, qui



fournissaient auparavant 15 o/o de l'extraction totale, ont fourni, d'avril 1924 à mars 1925, 5.538.600 tonnes (23,5 o/o de l'extraction totale) dépassant les mines de Ceylan (1).

Le capital investi dans cette branche d'industrie se répartit de la façon suivante : capital chinois, 50 millions de dollars ; anglais, 22 millions de dollars ; japonais, 27,5 millions de dollars ; allemand, 250.000 dollars. Il s'ensuit que le capital chinois investi est à peu près égal au capital étranger. Mais les meilleures mines se trouvent entre les mains des impérialistes.

Les mines de fer se développent d'une façon beaucoup plus lente, quoique l'exportation s'accroît sans cesse, ce qui ressort des chiffres suivants :

*Exportation du minerai de fer chinois (2)*

1917.....	309.107 tonnes	1921.....	514.888 tonnes
1918.....	378.500 —	1922.....	671.220 —
1919.....	640.159 —	1923.....	727.603 —
1920.....	682.660 —	1924.....	846.833 —

Remarquons ici même que presque toutes les mines de fer en Chine appartiennent au capital japonais ou se trouvent sous sa dépendance financière complète. Le capital japonais investi dans cette branche d'industrie atteint 120 millions de yens.

L'essor de l'industrie textile est plus rapide. Il est regrettable que les données soient extrêmement contradictoires, de sorte que nous ne pouvons pas nous baser sur elles sans réserves. Mais elles dénotent toute une tendance de croissance générale.

Années	Nombre de fabriques	Quantité de broches	Nombre de métier
1891 .....	2	65.000	2.100
1902 .....	7	565.000	3.500
1916 .....	42	1.154.000	7.000
1920 .....	65	1.422.000	—
1923 .....	190	3.182.679	18.000

Les propriétaires de cette grande industrie se répartissent par nationalités ; ainsi, en 1924, 61 o/o de fabriques textiles étaient chinoises, 34 o/o japonaises, 5 o/o anglaises. Il faut noter ici que par suite de la crise de l'industrie textile en 1923 et en 1924, une grande partie des entreprises est passée aux mains du capital japonais, tout en gardant, dans beaucoup de cas, leur raison sociale chinoise. Ceci ne nous permet pas actuellement de tenir compte de la part de capital national chinois investie dans cette industrie.

Pour terminer ce bref aperçu de l'industrialisation de la Chine, citons les chiffres du commerce extérieur de la Chine, qui sont très caractéristiques.

(1) *The China Year Book*, pour 1926 27 879 pages). Le tableau donne des chiffres en taels de Haykwan dont le cours moyen est de 1,5 roubles-or (en 1913 73 cents américains ; en 1925, 80 cents ; en 1924 81 cents). Pour 1925, *The China Economic Monthly*, n° 10, de 1926 (octobre) donne des chiffres sans doute incomplets pour l'importation : 947.864.944 taels ; pour l'exportation 776.352.937 taels.

(2) *The China Year Book*, 1926-27 p. 116.

Années	Chiffres d'affaires		
	Importation	Exportation	total
1915 .....	454.475.719	418.861.164	873.336.883
1916 .....	516.406.995	481.797.366	988.204.361
1917 .....	549.518.774	462.931.630	1.012.450.404
1918 .....	554.893.082	485.883.031	1.040.776.113
1919 .....	546.996.681	630.809.441	1.277.807.092
1920 .....	762.250.230	541.631.300	1.303.881.530
1921 .....	906.122.439	601.225.531	1.507.377.976
1922 .....	945.049.650	654.891.933	1.599.941.583
1923 .....	923.402.887	752.917.416	1.676.320.303
1924 .....	1.018.210.677	771.784.468	1.789.995.145

Il faut ajouter à cela les chiffres également très caractéristiques qui témoignent d'un changement du rôle de différents pays dans le commerce extérieur croissant de la Chine.

*Participation des différents pays dans l'exportation en Chine :*

Pays	1870	1880	1890	1900	1910	1913	1923
	o/o	o/o	o/o	o/o	o/o	o/o	o/o
—	—	—	—	—	—	—	—
1. Grande Bretagne..	37,0	26,9	19,0	20,5	14,8	16,5	13,0
2. Etats-Unis .....	0,57	1,47	2,87	7,7	5,2	—	16,7
3. Japon .....	1,95	4,3	5,75	12,6	16,1	22,5	22,9

Ces données concernant l'industrie doivent être complétées par des données sur la répartition de la propriété foncière. Il n'y a rien de plus embrouillé que les rapports agraires en Chine. Ils constituent la base de toute la structure économique de la Chine. Les paysans représentent la majorité écrasante de la population et leur importance dans le développement de la révolution chinoise ira sans cesse en augmentant. Le problème rural est certainement le problème central de la révolution chinoise. Les principales données qui s'y rapportent se présentent sous l'aspect suivant.

Si l'on prend des données officielles du ministère de l'agriculture et du commerce et les matériaux concernant le budget paysan et le revenu moyen de la terre, on obtient le tableau suivant de la répartition de la terre en quatre catégories principales.

Catégories des propriétés	Superficie
1. Parcellaires .....	1 à 20 mous.
2. Petites .....	20 à 40 —
3. Moyennes .....	40 à 75 —
4. Grandes .....	75 et plus

	Nos	Pages
R. PALME DUTT		
Vers un bloc des gauches en Grande-Bretagne .....	41	554
— La grève générale en Grande-Bretagne....	50	1184
GABRIEL		
Notes sur la conférence syndicale balkanique de Sofia (3-10 avril 1926).....	49	1105
GÉRALDE		
Divergences nouvelles au sein du <i>Labour Party</i> .....	44	715
A. REYMOND		
Les impérialistes et la révolution chinoise	62	2347
M. FOURRIER		
Va-t-on conclure la paix avec les Riffains	48	989
— Après la rupture d'Oudja.....	49	1093
IMPREKOR		
La crise économique et le programme de la social-démocratie autrichienne .....	39	419
IRANDOUST		
Le traité entre l'Union soviétique et la Turquie .....	35	114
Au pays du dollar :		
— Le « fordisme », exploitation hypocrite de la classe ouvrière .....	52	1404
KURELLA		
Les Etats-Unis socialistes d'Europe.....	66	1959
L. LEICIGUE		
Le conflit mandchourien soviétique.....	38	325
— La Chine et les impérialistes.....	44	711
— L'anniversaire des événements de Changhaï .....	30	1207
— La marche victorieuse des armées cantonnaises est une étape vers l'affranchissement de la Chine.....	59	1888
LOVESTONE		
L'influence grandissante des journaux d'usine aux Etats-Unis.....	61	2032
G. MARRANE		
Au pays du dollar :		
— Les banques ouvrières aux Etats-Unis auxiliaires du capitalisme.....	52	1411
M. MALTY		
Les soldats rouges dans l'armée américaine .....	42	596
F. MEUNIER		
La situation du fascisme en 1926 et son avenir .....	48	995
— Le grand effort de la diplomatie italienne : la compétition des trois puissances autour de l' Abyssinie .....	53	1459
— L'Italie devant le banquet colonial.....	54	1577
— Quelques signes évidents de la paix universelle .....	57	1742
J. PEPPER		
Un <i>Labour Party</i> aux Etats-Unis.....	41	49
G. PERI		
La revanche de l'Islam.....	37	271
— La crise allemande.....	38	321
— Le problème du désarmement.....	40	494
— La conférence du désarmement.....	51	1312
— Le problème des dettes et le plan Mellon-Béranger .....	48	982
— Le mensonge de la Paix locarniste.....	44	690
— Le mois international :		
— Varsovie — Berlin — Genève.....	50	1200
— Le referendum allemand et la crise de la S. D. N. ....	52	1396
— Le conflit mexicain.....	55	1641
— La VII <sup>e</sup> session de la Société des Nations	58	1811
— Le cartel de l'acier et les accords de Thoiry	60	1939
— Après la session de Genève :		
— Fin d'année internationale.....	63	2415
K. RADEK		
Les perspectives du Pacte de Locarno et les Etats-Unis d'Amérique .....	40	499
A. REYMOND		
La grève des mineurs et le prolétariat français .....	54	1583
— La guerre de Syrie.....	42	591
—	43	654
SILONE		
Comment le fascisme a reconstruit l'Italie	34	31
V. STERN		
La crise en Tchécoslovaquie.....	39	421
A. TREINT		
Europe et Amérique .....	57	1745
— L'entrée de l'Allemagne dans la S. d. N. et le rapprochement franco-allemand..	61	2012

	Nos	Pages
L'entrée de l'Allemagne dans la S. D. N. et le rapprochement franco-allemand..	62	2358
Europe et Amérique.....	51	1305
Où va l'Angleterre ? .....	53	1435
Où va le développement du mouvement syndical international .....	44	730
X. X. X.		
Les leçons de la grève anglaise (Le C. E. de P. C.) .....	53	1467
— Le travail du Parti communiste américain	58	1852
<b>Vie économique et sociale</b>		
<i>Dans les usines Citroën :</i>		
GADINE		
— Un épisode de la lutte de classe.....	37	247
—	38	311
E. CHAUVELON		
La baisse du franc : c'est la guerre qui se paie .....	52	1417
DOUCET		
La grève des cuisiniers-pâtisseries.....	39	417
DUPLEIX		
Les nouveaux projets financiers de M. Loucheur .....	34	23
— <i>La situation financière :</i>		
— Les projets de M. Doumer.....	39	94
— Le gouvernement sous la tutelle de la haute banque .....	51	1318
FONTENAY		
A propos du fordisme.....	58	1837
— Qu'est-ce que la rationalisation ?.....	63	2405
E. CHAUVELON		
La stabilisation monétaire et la question des dettes .....	49	1098
R. GAILLARD		
Le chômage .....	62	2337
F. GRENIER		
Le fascisme en France ( <i>suite</i> ).....	35	96
—	36	176
—	37	255
—	38	316
LE GLÉO		
La question de la classe moyenne ( <i>fin</i> )..	34	12
— De quelques aspects de la crise en France	53	1455
— L'échelle mobile des salaires .....	57	1760
LEBDEF		
Le problème de la main-d'œuvre étrangère en France .....	50	1232
LEPEZ		
La question viticole.....	50	1214
G. MARRANE		
La crise coopérative .....	50	1244
— <i>Dans la coopération :</i>		
— Les cercles de coopérateurs.....	60	1973
F. MEUNIER		
La situation du fascisme en 1926 et son avenir .....	48	995
R. MICHEL		
Pourquoi luttons-nous contre la rationalisation capitaliste ? .....	61	2019
J. RAVEAU		
La bataille ouvrière .....	43	669
— du 1 <sup>er</sup> au 15 mars..	45	794
—	48	1024
— Une physionomie d'ensemble des grèves de mars à mai .....	50	1241
— Ce qu'est devenue la loi de huit heures...	51	1331
— La grève des dockers de Dunkerque.....	56	1686
— Un aspect du lock-out de Château-Regnault		
— La concentration financière dans l'industrie métallurgique .....	57	1756
— La lutte du patronat contre l'échelle mobile .....	59	1894
RAYNAUD		
Les communistes et la tâche pratique des syndicats .....	37	289
— <i>Les salaires :</i>		
— Les progrès du chômage.....	63	
A. REYMOND		
— L'agitation parmi les fonctionnaires....	38	337
— <i>Les assurances sociales :</i>		
— Notre principe .....	39	414
X. X. X.		
Les projets financiers.....	42	583

## TABLE DES MATIERES

	N <sup>os</sup>	Pages
—	46	829
—	46	838
—	48	846
<b>Doctrine et histoire</b>		
<i>La carrière d'un massacreur :</i>		
Fernand DESPRÉS	De la rue Transnonain à la semaine sanglante .....	51 1336
F. ENGELS	Principes du communisme.....	50 1249
—	— .....	51 1295
KOUTNITSKI	Jaressisme et léninisme.....	54 1563
—	— .....	55 1611
LÉNINE	Les trois sources et les trois éléments du marxisme .....	34 43
—	— .....	35 136
—	Lénine sur la coopération.....	36 221
—	L'impôt alimentaire .....	37 291
—	— .....	38 354
—	— .....	39 429
—	— .....	62 2341
—	La guerre impérialiste.....	56 1667
—	La social-démocratie et les accords électoraux .....	44 699
—	A la mémoire de la Commune.....	63 2431
—	La tactique du prolétariat dans la lutte des classes .....	52 1387
R. LUXEMBOURG	La conquête du pouvoir.....	59 1881
K. MARX et F. ENGELS	Le problème de la construction du socialisme au lendemain de la Révolution..	44 699
K. MARX	L'anniversaire de la Commune.....	60 1951
F. MEHRING	Karl Marx et Frédéric Engels.....	34 18
Marcel OLLIVIER	Léon Bourgeois et le solidarisme.....	59 1819
—	Nécessité d'une culture marxiste.....	57 1731
STALINE	L'avenir du socialisme dans l'U. R. S. S. ....	59 1819
—	La lutte pour la réalisation du socialisme	53 1465
VIEUX MARXISTE	La Commune de Paris et les Bulgares....	
<b>La question russe</b>		
BOUKHARINE	Rapport à l'assemblée des fonctionnaires de l'organisation de Moscou.....	42 608
—	Discours (L'« opposition » et la situation intérieure du Parti).....	43 665
—	Discours (XV <sup>e</sup> Conférence) .....	Spéc. 2292
DJERJINSKI	Le développement industriel et les difficultés économiques de l'Union soviétiste .....	44 739
P. FERRAND	<i>Sur la manière d'interpréter la question russe :</i>	
—	Une confrontation intéressante .....	62 2389
—	— .....	38 372
R. FROMAGE	Sur la question russe.....	35 121
HUGO	Le chemin du socialisme.....	36 205
—	— .....	37 275
—	— .....	38 341
—	Introduction au livre « La Russie vers le socialisme » .....	Spéc. 2669
JACOB	<i>La discussion russe devant le Parti français :</i>	
—	Contre-rapport (Discours prononcé devant l'Assemblée d'information de la Région parisienne).....	Spéc. 2098
KALININE	La deuxième session du Comité central élargi de l'Union soviétiste.....	46 354
KAMENEV	Discours (XV <sup>e</sup> Conférence) .....	Spéc. 2222

## TABLE DES MATIERES

	N <sup>os</sup>	Pages
RYKOV	Thèses (La situation économique et les tâches du P. C.) .....	Spéc. 2138
—	Rapport (La situation économique et les tâches du P. C.) .....	Spéc. 2150
—	Discours de clôture (XV <sup>e</sup> Conférence) ....	Spéc. 2313
SÉMARD	<i>La discussion russe devant le Parti français :</i>	
—	Rapport à l'Assemblée d'information de la Région parisienne.....	Spéc. 2077
STALINE	L'avenir du socialisme dans l'U. R. S. S. ....	57 1731
—	— .....	58 1803
—	Thèses (Le bloc d'opposition dans le P. C. de l'Union soviétiste).....	Spéc. 2177
—	Rapport (Le bloc d'opposition dans le P. C. de l'Union soviétiste).....	Spéc. 2189
—	Discours de clôture (XV <sup>e</sup> Conférence).....	Spéc. 2270
A. TREINT	La discussion dans le Parti russe.....	35 119
—	— .....	36 204
—	— .....	37 275
TROTSKI	Discours (XV <sup>e</sup> Conférence) .....	Spéc. 2246
—	Au camarade Fromage.....	38 370
X. X. X. ZINOVIEV	La nouvelle politique à la campagne.....	35 126
—	— .....	
—	La séance plénière du 12 octobre du C. C. du P. C. R. ....	35 128
—	Quelques données statistiques pour suivre la discussion russe.....	35 129
—	Résolution sur le rapport du Comité central du P. C. R.....	38 344
—	<i>Après la discussion russe :</i>	
—	Décision du Secrétariat du Comité du Parti pour le gouvernement de Léninegrad .....	39 426
<b>LA DISCUSSION DANS LE PARTI RUSSE :</b>		
X. X. X.	Pour l'unité et la cohésion du Parti communiste de l'Union soviétiste..	55 1624
—	L'assemblée des fonctionnaires de Moscou adopte les décisions du C. C. ....	55 1631
—	Télégramme du C. C. du P. C. d'Allemagne au C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. ....	55 1631
—	Pour l'unité de l'avant-garde bolchévique du prolétariat mondial.....	55 1632
—	Les résultats de la séance plénière du C. C. et de la C. C. C. du P. C. de l'U. R. S. S. ....	55 1634
—	Résolution des fonctionnaires de l'organisation du Parti de la région d'Odessa .....	55 1634
—	Le P. C. tchécoslovaque pour l'unité du P. C. et de l'U. R. S. S.....	55 1637
—	Pour l'unité du Parti communiste de l'Union soviétiste .....	55 1638
—	Contre le fractionnisme .....	55 1639
—	Résolutions de l'organisation de Berlin-Brandebourg sur la situation dans le P. C. de l'U. R. S. S. ....	55 1639
—	Léninegrad contre l'opposition.....	56 1705
—	Résolution sur les résultats des élections aux Soviets .....	56 1706
—	Résultats et lacune de la campagne d'économies .....	56 1769
—	Résolutions du Bureau Politique du P. C. de Grande-Bretagne.....	56 1773
—	Résolution du C. C. du P. C. de Tchécoslovaquie sur les événements dans les partis russes et allemands	56 1775

	Nos	Pages
—	Le C. C. du P. C. de Norvège au C. C. du P. C. de l'U. R. S. S.	56 1775
—	Résolutions sur la campagne de rassemblement des céréales	56 1776
X. X. X.	QUELQUES CITATIONS :	
—	Y a-t-il des divergences (Kamenev)	36 212
—	Appréciation sur la Nep. (Boukharine, Kroupskaïa)	36 213
—	Le caractère de l'industrie soviétiste nationalisée (Staline, Boukharine, Zinoviev)	36 214
—	La question paysanne (Staline, Kroupskaïa, Iarolavski, Kamenev, Zinoviev, Boukharine)	36 220
—	Perspectives sur le développement de l'U. R. S. S. (Staline, Sokolnikov, Molotov)	37 281
—	Le fractionnisme et l'unité (Boukharine, Kroupskaïa, Zinoviev, Ivanov)	37 287
—	Indications générales	Spéc. 2067
X. X. X.	LA DÉFAITE DE L'OPPOSITION A LÉNINEGRAD :	
—	Pourquoi le Parti est contre la discussion (Pravda)	Spéc. 2112
—	L'entrée en scène de l'opposition à Léninegrad	Spéc. 2114
—	Pour l'unité de la discussion	Spéc. 2116
—	Défaite complète de l'opposition à Léninegrad	Spéc. 2117
—	Décisions du B. P. du P. G. de l'U. R. S. S., contre les infractions à la discipline	Spéc. 2117
—	A Léninegrad et à Moscou : 86.629 voix pour le C. C. et 500 voix pour l'opposition	Spéc. 2118
X. X. X.	LE CHANGEMENT D'ATTITUDE DE L'OPPOSITION DU P. G. DE L'U. R. S. S. :	
—	Résolutions du C. C. et de la C. C. C. de l'U. R. S. S. contre l'opposition	Spéc. 2120
—	Le présidium du C. E. de l'U. R. S. S. contre la présence de Zinoviev à la tête de l'U. R. S. S.	Spéc. 2125
—	Déclarations de Medvediev-Chliapnikov	Spéc. 2126
—	Indications générales	Spéc. 2067
—	Décisions du B. P. et du C. C. sur la question russe	60 1978
STALINE	Rapport au XIV <sup>e</sup> congrès :	
—	La situation internationale	36 187
X. X. X.	LA DISCUSSION RUSSE DANS LE PARTI FRANÇAIS :	
—	Déclaration de Jacob	61 2036
—	Déclaration de Suzanne Girault	61 2033
—	Lettre de Doriot à propos de la déclaration de Suzanne Girault	61 2039
—	Réponse du Bureau Politique à la lettre de Suzanne Girault	61 2041
—	Déclaration de Rabaté	61 2048
<b>Dans l'Union soviétiste</b>		
AGIT-PROP CENTRALE	Le neuvième anniversaire de la révolution russe	59 1903
—	—	60 1562

	Nos	Pages
C. G. L. ALEXANDER	Lénine et l'émancipation des femmes	38 351
A. DUBOIS	La direction ouvrière	62 2374
GEZA GOLD	Le mouvement des jeunes en Géorgie	40 517
G. KRJIJANOVSKI	Un grand pas en avant vers l'électrification de l'Union soviétique	40 513
KVINING	Comment se font les élections aux Soviets dans les campagnes	62 2383
G. LANSBURY	De nouveau en Russie soviétique	62 2377
MIKOIAN	Le monopole du commerce extérieur	59 1910
MILIOUTINE	Vers l'industrialisation	59 1913
OULITZKI	L'industrie d'Etat et l'Union soviétique en 1926	spéc. 2131
STROUMILINE	La répartition des bénéfices de l'industrie d'Etat	59 1914
—	Après neuf ans de révolution	Spéc. 2128
M. SCHNIR	Les facultés ouvrières dans l'Union soviétique	40 517
SONOVSKI	Le journalisme en Russie soviétique	34 131
ELIS YANIGH	Une terre vierge pour la culture	46 856
X. X. X.	Le droit d'héritage dans la Russie nouvelle	34 47
—	L'armée rouge	39 427
—	L'opinion des ouvriers allemands sur la Russie des Soviets :	
—	Déclaration de la II <sup>e</sup> délégation ouvrière allemande dans l'U. R. S. S.	58 1847
<b>Critique et Bibliographie</b>		
R. COURTOIS	Par la photo défendons la République des Soviets	34 67
—	Dans l'enfer du vrai (G. Deschamps)	53 1485
H. BARBUSSE	Dollar Diplomacy (Scott Nearing)	50 1287
J. DUPLEIX	La Révolution de 1905 (N. Lentzner)	37 302
F. FONTENAY	La politique financière de la Révolution (G. Sokolnikov)	34 67
S. KLENOVITCH	Au bain et Dante n'avait rien vu (Albert Londres)	41 574
A. MARTY	Histoire des doctrines économiques (Ch. Gide et Rist)	35 154
M. OLLIVIER	La Chine en folie	36 393
—	Roux, le bandit (A. Chamson)	43 686
—	A propos d'Albert Londres	46 878
—	Une brochure de Fritz Adler	55 1643
A. REYMOND	L'influence de la jeunesse communiste et le recrutement	35 159
X. X. X.	Histoire du Parti communiste russe (G. Zinoviev)	39 463
<b>Action de l'I. C.</b>		
X. X. X.	Après la II <sup>e</sup> Conférence internationale des dirigeants des groupes communistes d'enfants	34 53
—	La session du Comité exécutif élargi	42 578
—	Les travaux de l'exécutif élargi	47 883
—	Session du Comité exécutif élargi	47 887
—	Discours du camarade Zinoviev	47 887
—	Intervention de Sémard	47 931
—	Discours de Thorez	47 940
—	Discours de Bordiga (Italie)	47 944
—	Intervention de Sémard à la séance du 15 mars	47 947
—	Résolution sur la question française	47 951
—	Rapport du camarade Humbert-Droz	47 965
—	Contre la droite française	47 970

## Revue des événements et documentation

	Nos	Pages
Paul MARION		
Dix semaines de politique intérieure 1 <sup>er</sup> juin-10 août 1926)	56	1670
X. X. X.		
Revue des événements et documentation..		
La politique intérieure du 15 au 30 octobre 1926. La quinzaine syndicale.....	60	1982
La politique intérieure du 10 août au 1 <sup>er</sup> octobre 1926. La quinzaine syndicale..	58	1855
La politique intérieure du 1 <sup>er</sup> au 15 octobre 1926. La quinzaine syndicale.....	59	1919

## Questions d'organisation

W. ULBRICHT	Les questions fondamentales de la politique d'organisation communiste.....	40	504
M. THOREZ	Pour le Congrès communiste.....	Spéc.	1045
X. X. X.	Résolution sur l'organisation adoptée par le VI <sup>e</sup> E. E. de P. C.....	Spéc.	1050
—	Instruction sur la structure et le fonctionnement des cellules d'entreprises et de rues.....	Spéc.	1055
—	Résolution sur la question des cellules d'entreprises et de rues.....	Spéc.	1071
—	Résolutions sur les journaux d'usines....	Spéc.	1078
—	Résolution sur la structure et le travail des rayons et sous-rayons.....	Spéc.	1082

## Thèses

X. X. X.	Statuts du Parti français.....	48	1016
DESNOTS	Projet de thèse sur la question agraire..	51	1379
X. X. X.	Thèse sur la question agraire.....	51	1370

## Vie du Parti

C. ACHELIN	Presse et éditions.....	48	1037
V. ARRIG	De M. Beer à M. Voltaire.....	59	1897
—	Deux mots à l'Ouvrière.....	62	2387
A. BARANTON	Le problème de la démocratie ouvrière dans le Parti.....	62	2385
BAUD	Pour la discipline du Parti.....	43	683
G. BEAUGRAND	Comment fonctionnent les sous-rayons du 1 <sup>er</sup> Rayon.....	50	1261
A. BERNARD	Erreurs et leçons de notre tactique en 1925	41	558
BERTRAND	Le Parti communiste et le recrutement paysan.....	57	1782
—	Le Parti communiste et le recrutement paysan.....	59	1925
BONNIEUX	Travail des fractions dans le mouvement syndical.....	51	1265
—	Les fractions, leur but, leur fonctionnement.....	58	1727
F. BONTÉ	Le devoir des ouvriers socialistes.....	36	238
A. BOUCHEZ	Le droit de critique.....	46	859
R. BOUGÉ	Cellules de rue ? Pourquoi ?.....	40	523
BOUILLE	Front unique et accords circonstanciels..	53	1495
BRUNO	Pour ou contre les cellules.....	49	1122
L. BOURREAU	Le travail parmi les enfants.....	61	2061
J. BULAND	A propos des journaux d'usine.....	44	720
A. CADINE	Mise au point.....	37	301
C. CALZAN	De la brochure des masses à l'appareil de diffusion.....	53	1491

	Nos	Pages	
H. CARLIER	L'organisation de notre travail parmi les étrangers.....	40	482
M. CHAUMERON	Une expérience de front unique.....	50	1258
P. CELOR	Les travailleurs coloniaux en France....	36	183
—	Courte réponse à St-Jacques.....	55	1661
G. CITERNE	Décision de la cellule (4 <sup>e</sup> rayon) sur la question de la presse du Parti.....	48	1038
—	Toujours de la critique.....	54	1606
A. COGEZ	Organisons les femmes.....	55	1656
C. C.	Contradictions.....	38	365
CROCQ	Les avantages de la cellule.....	41	571
L. CROSET	La loi de neuf heures.....	35	152
—	L'organisation départementale du Parti..	56	1723
—	Le travail des cellules d'entreprise.....	61	2050
—	Questions d'organisation. La direction des cellules.....	62	2354
M. D.	Implantons-nous dans l'usine.....	52	1425
R. DALLEZ	Mais soyons logiques.....	46	871
DELOS	A propos des journaux d'usines.....	51	1367
DESNOTS	Réponse au camarade Bertrand.....	57	1786
DESUSCLADE	A propos d'une campagne de la bourgeoisie française.....	61	2053
DEVOS...	Le plan du comité des experts ne résoudra pas la question.....	54	1598
DEVERNAY	A propos d'un article de Cadine.....	35	150
DIGNE	Rapport sur la parution de la presse ouvrière le 1 <sup>er</sup> mai.....	34	39
—	La parution de l'Humanité le 1 <sup>er</sup> mai....	43	648
DUCHATEAU	Sur la présentation des Cahiers.....	43	681
Ch. DOUCET	Notre position vis-à-vis de la gauche socialiste.....	48	1043
P. FAURE	Les fautes du Parti.....	46	863
G. FAUSSECÈVE	9/10 d'ouvriers et motion Treint.....	50	1275
P. FERRAND	Sur la présentation des Cahiers. A propos des dessins.....	44	748
L. FOLLET	Echangeons des expériences.....	39	443
X. X. X.	Comprendre pour voir clair.....	50	1270
—	Après la « Lettre ouverte ».....	38	369
—	Ce que doit être la critique dans un Parti communiste.....	39	440
F. GARREZ	Front unique et travail municipal.....	43	660
—	La droite du Parti français jugé par Lénine.....	50	1284
GATIGNON	Région tourangelle :		
—	La vie de la cellule de la manufacture d'armes de Chatellerault.....	40	480
—	Pour notre presse.....	45	792
GAVIN	Sur les Comités d'action.....	49	1131
A. GILLE	A propos de la question féminine.....	61	2059
M. T. GOURDEAUX	Réponse à Arrig : à propos de l'Ouvrière	61	2057
GRAZIANI	Un moyen d'agitation inemployé :		
—	Le programme du Parti.....	54	1597
F. GRENIER	Avant le congrès de la région du Nord	38	366
HACHELDÉ	Rapport sur l'organisation de l'Humanité	50	1268
—	Autour de la discussion.....	52	1428
HOMBERT	La propagande dans les sports.....	36	185
H. ISAAD	L'action parmi les travailleurs coloniaux	49	1114
G. JOSEPH	Pour ou contre la discipline.....	37	297
—	Quelques mots à Gaston Faussecève....	50	1281
A. JUIN	Une rectification.....	38	364
—	Occupons-nous de la main-d'œuvre étrangère.....	43	657
—	La présentation des Cahiers.....	41	544
—	Front unique.....	45	811
—	Pour améliorer notre journal l'Humanité	36	235
—	Pour l'organisation de la prise du pouvoir	58	1825
N. JOLLY	Comment les camarades de Vendée jugent le Bulletin Communiste.....	41	570

	N <sup>os</sup>	Pages
LANGLOIS	51	1364
E. LEPEZ.	38	373
J. LEPAPE	52	1427
LACHAUX	53	1493
LE GLÉO	48	1003
F. LORIOU	34	59
—	34	60
—	49	1119
M. KER	34	64
M. MARTY	39	460
—	42	631
—	45	791
—	49	1127
—	53	1489
—	54	1648
—	60	1068
—	63	
—	51	1360
MATTON	38	380
L. MAUBERT	40	526
M. MICHARD	58	1843
MOZES et WALTER	46	822
A. MOUTON	46	851
L. M.	43	685
NÉRY	46	852
ORESTE	50	1265
A. PILLOT	42	637
—	55	1662
M. PAGNIEZ	46	862
L. PONTHER	43	683
J. PARCEVAL	56	1273
M. PROISY	44	722
L. POTHIER	41	568
RENAUNET	62	2368
J. RENAC	41	547
M. RIBARD	37	294
L. ROSSY	48	1034
SAINT JACQUES	52	1320
—	54	1606
R. SOUDANT	46	861
—	46	867
SAUFRIGNON	39	446
—	63	
P. SÉMARD	48	1011
—	49	1116
—	51	1343
A. T.	36	227
—	37	267
M. TREAND	41	544
M. THOMAS	55	1650
—	37	267
M. THOREZ	39	438
E. VILLATTE		

	N <sup>os</sup>	Pages
P. VAQUEZ	44	749
X. X. X.		
—	39	363
—	39	395
—	39	400
—	39	404
—	39	408
—	39	442
—	39	444
—	40	472
—	40	485
—	41	539
—	44	723
—	43	682
—	45	798
—	51	1345
—	51	1351
—	34	64
—	34	39
—	35	141
—	35	101
—	35	102
—	35	82
—	36	180
—	36	230
—	37	260
—	27	263
—	30	320
—	38	332
—	38	337
—	51	1357
—	53	1495
—	53	1496
—	57	1788
—	44	717
—	39	449
—	39	456
—	46	873
—	42	590
—	42	633
—	37	301
—	51	1357
—	53	1495
—	53	1496
—	57	1788
<b>Cartes et illustrations</b>		
X. X. X.	36	
—	51	
—	50	1209
—	59	
—	62	2349

: L'ÉDUCATRICE :  
16, Cour des Petites-Écuries  
PARIS - X

BUREAU D'ÉDITIONS, DE DIFFUSION & DE PUBLICITÉ

132, rue du Faubourg Saint-Denis - Paris (10<sup>e</sup>)

Téléph. : NORD 07-51

Chèque postal 943-47

# L'INTERNATIONALE

## COMMUNISTE

Organe bimensuel du Comité Exécutif  
de l'Internationale Communiste

== Prix : 2 francs ==

### PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger
3 mois .....	10 fr.	1 / 2 dollar
6 mois .....	18 fr.	1 dollar
1 an .....	36 fr.	2 dollars

# Cahiers du Bolchévisme

Organe théorique du Parti Communiste Français

BIMENSUEL.

Prix : 1 fr. 50

### PRIX DE L'ABONNEMENT

	France	Étranger U. P.
3 mois .....	10 fr.	16 fr.
6 mois .....	18 fr.	30 fr.
1 an .....	36 fr.	58 fr.

*Les communications aux CAHIERS concernant l'Administration, doivent être adressées à l'Humanité, 142, rue Montmartre; celles concernant la rédaction, 120, rue Lafayette, Paris.*

**BUREAU D'ÉDITIONS, DE DIFFUSION ET DE PUBLICITÉ**

132, Faubourg Saint-Denis, PARIS 10<sup>e</sup>. Chèque postal : 943.47.

John PEPPER  
**Grève générale et trahison  
générale**  
Prix : 4 fr.

John PEPPER  
**LES ÉTATS-UNIS  
de l'Europe socialiste**  
Prix : 2 fr.

\* \* \*  
**La grève anglaise  
et les ouvriers de l'U. R. S. S.**  
Prix : 4 fr. 50.

A. BERNARD  
**A. B. C. de la politique  
communiste**  
*Réédition* Prix : 2 fr. 25.

M. BEER  
**Karl MARX**  
**Sa vie, son œuvre**  
Prix , 6 fr.

V. CAT  
**L'INFLATION**  
**Ses profiteurs, ses victimes**  
Prix : 4 fr. 50.

M. I. KALININE  
**Que fait le pouvoir soviétiste  
pour réaliser la démocratie?**  
Prix : 1 fr.

G. PERI  
**GENÈVE-LOCARNO**  
Prix : 5 fr.

Clara ZETKIN  
**SOUVENIRS SUR LÉNINE**  
Prix : 3 fr.

I.K. NAUMOV  
**JOURNÉES D'OCTOBRE**  
Prix : 3 fr. 50.

L. TROTSKI  
**EUROPE ET AMÉRIQUE**  
Prix : 6 fr.

L. TROTSKI  
**OU VA L'ANGLETERRE**  
Prix : 8 fr. 50.

I. STALINE  
**Les questions du Léninisme**  
Prix : 20 fr.

G. ZINOVIEV  
**LE LÉNINISME**  
Prix : 14 fr.

*Les membres du Parti recevront ces ouvrages franco en adressant  
13 fr. 50 pour les « Questions du Léninisme » et 10 fr. pour le « Lénini-me ».*

En vente dans tous les **Rayons** et à la **Librairie de l'Humanité.**

Les organisations obtiendront des conditions spéciales au  
Bureau d'Éditions, 132, Faubourg Saint-Denis, Paris.



Imprimerie L'ÉDUCATRICE, 16, Cour des Petites-Ecuries, Paris.